



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Décret assurance chômage : un gouvernement sourd et irresponsable !

Nous prenons connaissance, aujourd'hui, du projet de décret relatif à l'assurance chômage mettant en œuvre les annonces du gouvernement du 2 mars dernier, à savoir le massacre des droits des chômeurs dès le 1^{er} juillet prochain.

S'affranchissant de l'opposition unanime des syndicats face à la réforme, le gouvernement passe en force et s'obstine, malgré un contexte sanitaire et économique alarmant, à baisser drastiquement les droits des chômeurs.

À l'heure actuelle, déjà, 6 chômeurs sur 10 ne sont pas indemnisés. Avec ce projet de décret, le gouvernement souhaite définitivement enterrer les droits des privés d'emploi, notamment des travailleuses et travailleurs précaires, tels que les intérimaires, saisonniers, extras hôteliers, guides conférenciers, intermittents hors spectacle.

Pour répondre à la censure du Conseil d'État du 25 novembre dernier, le projet de décret annonce la création d'un plancher illusoire pour « adoucir » le changement de calcul de l'allocation, plancher qui ne permet en aucun cas aux demandeurs d'emploi de vivre, ni même de survivre (659 euros par mois après avoir perdu un salaire au Smic). Il entend baisser les allocations drastiquement, notamment pour les travailleurs les plus précaires.

Le bonus-malus initialement prévu n'entrerait en vigueur qu'en septembre 2022 ! En revanche et, selon un indicateur flou de « retour à meilleure fortune » envisagé pour la rentrée 2021, la hausse du seuil d'accès aux allocations chômage (passant de 4 à 6 mois travaillés au cours des 24 derniers mois) sera applicable.

La dégressivité de l'allocation chômage pour les cadres entrera, elle, en vigueur dès juillet 2021 (les allocations chômage seront dégressives à partir de 8 mois puis 6 mois, lors du « retour à meilleure fortune »).

Face à cet affront du gouvernement, dans ce contexte de chômage de masse, la CGT va déposer tous les recours possibles, notamment auprès du conseil d'État, contre ce projet de décret de l'assurance chômage.

Le gouvernement avance et reste sourd aux oppositions. Mais, face aux mobilisations désormais massives dans le secteur du spectacle et partout où les salariés luttent pour leur emploi, le gouvernement devra entendre l'opposition unanime et unitaire à la casse des droits de tous les précaires.

Montreuil, le 17 mars 2021